

Nouveau gouvernement : la fonction publique en ligne de mire

Le nouveau gouvernement Barnier comprend un ministère de la fonction publique, de la simplification et de la transformation de l'action publique.

Pour Solidaires, il est nécessaire qu'un ministère spécifique de la fonction publique existe. Néanmoins, ce ministère sera associé à la "simplification", dont chacun-e sait que le terme correspond à la volonté de réduire le nombre de fonctionnaires et de dégrader la qualité du service public. L'intitulé de ce ministère constitue donc en soi déjà un signal inquiétant.

Ce nouveau ministère, sans surprise malheureusement, laisse d'ores et déjà entendre que l'optique du gouvernement n'est en aucun cas de donner les moyens de fonctionner aux ministères et administrations de la fonction publique. Or il est nécessaire de réimplanter partout des services publics alors que les réformes accumulées notamment depuis le début des quinquennats Macron ont des conséquences désastreuses pour toutes et tous.

Les orientations budgétaires déjà connues notamment par les grandes lignes des lettres plafond et les demandes d'économies de Bruno Le Maire alors ministre de l'Economie laissent craindre le pire à la fois pour la fonction publique, ses agent-es et les politiques publiques.

La population a clairement exprimé notamment lors des élections récentes, le besoin de services publics dans tous les territoires pour toutes et tous. Les services publics sont vecteurs d'égalité. Ce gouvernement, lui, dans la continuité des précédents, choisit déjà de les attaquer.

Solidaires défendra les légitimes revendications d'une rémunération augmentée pour l'ensemble des agent-es publics, et d'une augmentation des moyens leur permettant d'assurer leurs missions auprès de la population.

Solidaires Fonction Publique s'opposera à toutes tentatives de destruction du statut des fonctionnaires et dans ce sens appelle à l'abandon définitif du projet de loi Guérini et de toutes ses orientations.

Il est urgent de porter ces revendications, à commencer lors de la journée de grève et de manifestation du 1er octobre prochain.